

REFLEXIONS SUR LA CRISE SOCIO-POLITIQUE MALGACHE

LES CRISES SE SUIVENT, ET NE SE RESSEMBLENT PAS

Par Pascal Razafindramboa

Membre de la Société Civile de Fianarantsoa

Sobika.com du 25/02/2009

J'ai eu le privilège d'observer, et pour certains, de vivre de l'intérieur, les événements de 1972, ceux de 1984/1985 sur l'affaire kung-fu, ceux de 1991 et de 2001/2002. Ces deux derniers « m'ont littéralement happé » dedans, comme dans un tourbillon, sans en avoir été un acteur central. Et voilà 2009 qui débarque.

J'ai pu aussi parcourir, en long et en large, plusieurs régions de Madagascar, et en particulier celles de la moitié sud, depuis plus de trente ans, sentir ce dénuement qui engloutit tout, et admirer en même temps comment les gens survivent dans le sourire, dans la dignité et dans la solidarité. J'ai beaucoup apprécié aussi les diversités de lecture et de compréhension, d'une région à l'autre, qui se manifestent toujours, en face d'un événement particulier. Même si ce qui se passe à Antananarivo pèse beaucoup dans la suite des choses, les régionaux donnent beaucoup de « couleurs culturelles et historiques locales » dans leurs interprétations.

Sans ambages et sans hésitation, j'annonce qu'on ne peut jamais rester indifférent par rapport à une crise : autrement c'est la crise qui vous rattrape. Au moment où l'on s'y attend le moins, une circonstance particulière oblige à « s'intégrer » dedans, et force à agir et à participer.

LES ACTEURS DES CRISES : DE 1972 A 2009

Ce qui étonne beaucoup peut-être aujourd'hui, c'est la jeunesse des participants aux « grèves ». C'était aussi le même cas en 1972. C'était des lycéens (des étudiants des lycées techniques probablement) qui ont eu « le courage » d'incendier l'Hôtel de ville d'Antananarivo, devenu pour la circonstance, le quartier général des FRS (Force Républicaine de Sécurité, l'équivalent de la garde présidentielle d'aujourd'hui). Ces derniers ont dû fuir précipitamment, et étaient devenus par la suite les victimes de « chasse à l'homme » sans pitié à l'époque. En 1972 (sur l'actuelle place du 13 mai), en 1991 (à lavoloha), comme aujourd'hui en 2009 (à Ambohitsorohitra), ce fut et c'est toujours la garde présidentielle qui tire sur la foule, sans sommation, à balles réelles. En 1972 et en 1991, les Présidents respectifs (Tsiranana et Ratsiraka) furent « évincés » par la suite, sans ménagement et à la suite de « transition ». Et pour 2009 ? La suite nous le dira, si le proverbe français « Jamais deux sans trois » sera une fois de plus vérifié.

Deux autres détails importants méritent d'être bien retenus pour 1972 : à part le parti AKFM et le MONIMA, il n'existait pas d'autres oppositions structurées, et le parti présidentiel (PSD ou Parti Social Démocrate) régnait en véritable « parti unique », véhiculant une « pensée unique », comme c'est le cas aujourd'hui. Le parti MONIMA de Monja Jaona (implanté surtout dans la province de Toliara), après une insurrection brutale fortement réprimée en 1971 par l'Armée, dans le Sud, fut mis au pas. C'était le Maire d'Antananarivo de l'époque, le Pasteur (FJKM) Richard Andriamanjato, chargé de cette fonction électorale pour la ville d'Antananarivo depuis 1959, qui dirigeait donc l'AKFM, et avait la haute main sur la capitale, durant plus de dix ans. Ce parti se servait de son journal très satirique « Ny Hehy (litt. Le Rire) », avec force caricatures, pour ridiculiser le pouvoir en place. A côté de cette main de l'Eglise protestante, les catholiques n'étaient pas en reste, notamment à travers leur journal Lumière, plus tard relayé par l'actuel Lakroa, animé par un prêtre et journaliste très bien connu, le regretté Rémi Ralibera. C'est dire que le caractère frondeur de la ville d'Antananarivo et de ses Maires ne date pas d'hier. Les périodes de « paix » avec le régime en place ne semblent être que des exceptions. Même chose, les connotations « religieuses » des turbulences politiques ont toujours fait partie du décor et du paysage politique de Madagascar.

En 1991, la société religieuse agissait à travers le FFKM (Congrégation des Eglises Chrétiennes de Madagascar), la société civile n'existait pas encore, la société politique fut très fragilisée par son intégration en masse, quelques années auparavant, au sein du « front national de la défense de la révolution » lié au pouvoir en place. En 2009, ironie de l'histoire, la garde rapprochée du Président en place, « Vice-Président, en fonction, de l'église protestante FJKM » ouvre le feu sur les manifestants, dont certains pratiquent et prient probablement avec lui dans le temple protestant d'à côté !

En bref, en 1972, comme en 1991, en 2001 et en 2009, la société civile était quasi-absente, la société politique semblait très affaiblie et inopérante, malgré des tentatives d'actions d'éclats. Seule la société religieuse « secouait le cocotier ». Aucun contre-pouvoir sérieux n'existait depuis, et à défaut d'être structuré au sein de la société politique, il se bâtit dans la rue, la politique ayant horreur du vide !

On a envie de dire : « Quand les paysans malgaches se réveilleront... », par analogie avec un certain ouvrage concernant la Chine, écrit il y a des années de cela ! On peut être convaincu que la société rurale malgache peut s'ériger un jour en un véritable contre-pouvoir. Imaginons des paysans qui font la grève, ou qui n'acceptent plus de brader leurs produits, ou qui refusent de se plier à une décision injuste de l'Etat central ou local. Imaginer la panique et le trouble nutritionnel et social qu'un tel mouvement va provoquer dans des villes comme Antananarivo, qui doit être ravitaillée en riz à hauteur de 500 tonnes par jour ! A bon entendeur ...

LE MALAISE SOCIAL, FONDEMENT COMMUN DES CRISES DE 1972, DE 1985, DE 1991, DE 2001, ET DE 2009, MAIS « IGNORE » TOTALEMENT PAR LES DIRIGEANTS

Sans vouloir faire de procès d'intention, à l'égard de quiconque, les hauts dirigeants actuels semblent avoir répétés les mêmes errements que ceux des régimes précédents :

- Le manque d'écoute vis-à-vis des citoyens, surtout à l'égard des plus pauvres : quelquefois même, c'est l'arrogance, ou au mieux c'est l'indifférence, par rapport aux préoccupations des gouvernés
- Le manque d'équité dans la redistribution des « richesses » : une croissance économique assez régulière, mais non suivie de réel développement, des résultats économiques assez palpables mais sans retombées sociales visibles, un écart important entre riches et pauvres, une minorité qui s'enrichit à côté d'une masse de plus en plus appauvrie
- Le manque de transparence et de rigueur dans la gouvernance économique nationale : le caractère choquant pour de nombreux citoyens de l'achat d'un avion présidentiel de 60 millions de \$US alors qu'en face beaucoup vivent dans la malnutrition et le dénuement total, l'application discriminatoire de certaines mesures fiscales (Par exemple détaxation des huiles végétales importées chez les uns, et taxation des mêmes huiles chez d'autres), le projet de cession de 1,3 millions d'ha de terres au profit de Daewoo Logistics, le mélange de genres dans la gestion des caisses de l'Etat et des affaires personnelles des dirigeants, etc.
- Le déficit démocratique et le manque de respect des libertés fondamentales : pas de vrais débats publics sur les grandes questions et sur les décisions importantes, pas de vrais débats parlementaires, dérives autocratiques (fermetures de certaines chaînes privées de radio et de télévision), bâillonnement des actions de l'opposition, emprisonnement de certains leaders politiques et décapitation des partis importants d'opposition
- Les trois travers de certains hauts dignitaires des différents régimes qui se sont succédés, en malgache les 3 V pour Vola (L'Argent), Vehivavy (La Femme), Voninahitra (L'honneur)

Chaque génération de dirigeants a pu bénéficier, lors de leurs débuts de règne respectifs, d'un état de grâce important, dont ils ont pu tirer profit au maximum, pour faire adopter rapidement des réformes difficiles par exemple : mais certains en ont surtout profité pour s'enrichir outrageusement. Un climat social très délétère s'installe et s'accumule progressivement, et il a fallu à chaque fois des mouvements d'explosion sociale, pour tout démanteler : le ras-le-bol des citoyens est tellement violent, qu'on jette le bébé avec l'eau du bain, pour tout recommencer après.

LES HOMMES, LE SYSTEME ET LE DEFICIT DE CONTRE-POUVOIR : COMMENT EN FINIR AVEC LE LEADERSHIP MESSIANIQUE, ET LA GOUVERNANCE CENTRALISEE ?

Les citoyens fondent beaucoup leurs appréciations de la gouvernance d'une période donnée, sur les capacités ou sur les vertus « supposées » des dirigeants, et accordent d'emblée peu d'importance au système en place. Ils s'étonnent après, des abus ou des confiscations de pouvoir par les dirigeants. Ainsi, aux premiers moments de leurs mandats respectifs, tous les Présidents de République étaient perçus comme de vrais « messies » et traités comme tels. Mais les attentes des citoyens furent très fortes, voire même démesurées. Ces attentes évoluent aussi dans le temps, généralement en s'amplifiant. Tandis qu'au contraire, l'état de grâce s'écorne, et s'amenuise au fil des temps. L'excès de confiance, accordé par les citoyens vis-à-vis de leurs dirigeants, et observé tout au début de mandat, va se transformer en une grosse crise de confiance, puis en un véritable excès de colère : attentes non satisfaites, confiances trahies, etc. Alors, quelles issues ? Pourquoi pas les suivantes :

Apprendre à ne pas inverser les rôles et à ne jamais accorder de chèque en blanc, quelque soit le degré de confiance qu'on a, envers un leader :

Les Lois par exemple, c'est le Parlement qui le fait. C'est son rôle effectif. Par la suite, c'est le gouvernement qui l'exécute. Au sein du Parlement, des débats sont engagés, et doivent être engagés d'abord, pour aboutir après à des décisions consensuelles. Et c'est tout le danger d'un Parlement uni partite et monocole, qui fera le plaisir de l'Exécutif en se transformant de soi-même en une simple chambre d'enregistrement. On ne peut plus décider à plusieurs. Même chose dans les Collectivités territoriales, avec leurs Conseils respectifs. Quand va-t-on finir, au niveau de chaque Commune, ou de chaque Région, ou même au sein de l'Etat, avec ces décisions soi-disant rapides, dans lesquelles un seul homme dispose de tout. ? N'est-ce pas tellement plus simple de décider ensemble entre plusieurs responsables ?

Apprendre à contrôler le pouvoir qu'on délègue à un exécutif, quelque soit l'estime qu'on a envers lui

Quel mécanisme de contrôle, et avec quelle marge de manœuvre, un « Conseil » peut-il mettre en œuvre pour mieux « maîtriser » son exécutif, en dehors ou même en plus du dispositif réglementaire prévu ? Est-ce que le « conseil » sait que l' « exécutif » lui est « redevable » de quelque chose ? Le jour, où un « exécutif » quelconque, que ce soit, et surtout, au sein d'une institution publique, ou au sein d'une structure paritaire quelconque, accepte de se plier de bonne grâce, à un exercice de compte-rendu à l'égard de son « Conseil », on aurait fait une progression énorme dans l'exercice de contre-pouvoir.

Apprendre, en tant que citoyens, à contrôler et à apprécier les qualités de services délivrés, plus particulièrement s'il s'agit de services publics (santé, éducation, eau potable, services, etc.)

Dans une République, où le minimum de services sociaux tend à disparaître, il est difficile, voire indécent quelquefois, de critiquer sur le peu qu'on obtient. Mais il sera de plus en plus mal venu de tout accepter et de tout avaler de gaieté de cœur. Pourquoi ne pas créer des « espaces de critiques et de contrôle citoyen » sur la gestion de l'école publique du village, sur la gestion de l'adduction d'eau potable du quartier, sur les soins de santé qu'apporte le médecin de la commune, sur le comportement de l'instituteur public du hameau, etc. C'est des petites choses, mais les grandes épreuves sont toujours surmontées par des petites avancées successives

Apprendre à faire valoir les droits fondamentaux : liberté d'expression, liberté d'opinion, liberté d'association, etc., et faire valoir les critiques sur ce que font et décident les dirigeants, quelque que soit le bien ou l'inconfort que cela cause

Un espace de liberté, un espace d'expression, un espace d'opinion, quel qu'il soit, ne se décrètent jamais. Il se crée, se conquiert et doit être toujours défendu. La nature des choses est ainsi faite. A force d'attendre que d'autres mettent en place de tels espaces, ils finiront par les confisquer tout simplement. Dans les radios locales ou régionales, dans les sites web, dans les journaux divers, ou tout simplement dans les milieux respectifs où chaque citoyen évolue, il faut encourager la création de ces espaces, les développer, les soutenir.

Apprendre la sincérité et accepter de jouir des vertus de la transparence, quelque soit le mal que cela peut causer à court terme, car le bénéfice à long terme est sans égal

Un problème, qu'on évoque avec les autres, fait moins de dégâts personnels. Une marmite, qu'on prend soin de couvrir, semble toujours cacher des mets succulents (Proverbe malagasy). Et la place publique, on peut toujours en faire un bon usage, en y amenant certaines questions délicates, en particulier si elles sont d'intérêt commun : l'indélicatesse d'un « exécutif », la disparition frauduleuse de fonds public, l'appropriation ou l'utilisation abusive de biens publics, etc. Quelqu'un n'a-t-il pas dit que « Seule la vérité libère » (Bible)

LES SPECIFICITES DES CRISES MALAGASY : DE LA CRISE « A CYCLE DE 10 ANS » AU GRAND MOUVEMENT DE FOND « A CYCLE DE 50 ANS » ?

En se référant aux principaux évènements passés, il est important de noter les grandes dates de l'histoire récente de Madagascar :

- 1897 : Annexion de Madagascar par la France
- 1947 : Mouvements d'insurrection nationaliste contre les colons français
- 1960 : Accession à l'indépendance politique
- 1972 : Crise politique ayant mis fin à la première république (fin du régime Tsiranana)
- 1985 : Crise sociale autour du mouvement « kung-fu »
- 1991 : Crise politique ayant mis fin à la seconde république (fin du régime socialiste)
- 2002 : Crise politique ayant mis fin à l'époque Ratsiraka
- 2009 : Début de crise avec l'ère Ravalomanana

On distingue nettement deux grandes tendances : le grand cycle de 50 ans (1897 – 1947 – 2002 ...), ainsi que le cycle devenu classique de 10 ans (1972 – 1985 – 1991 – 2002 ...)

Le cycle de 50 ans s'articule autour des années phares de 1897, 1947, 2001. Quels sont les éléments communs ou fils directeurs de ces « grands évènements ? C'est un débat, apparemment très important, qu'il faut élargir le plus possible, auquel les quelques lignes suivantes ne constituent qu'un apport très partiel :

- **L'importance des pressions externes, ainsi que l'ordre et la vitesse de succession de ces pressions**, auxquelles les Malagasy n'étaient pas bien préparés : les agressions coloniales durant la seconde moitié du 19^{siècle}, les réponses à ces agressions durant la première moitié du 20^{siècle}, les premières expériences d'une indépendance retrouvée à partir de 1960, les premières expériences de démocratie et de libertés, la mondialisation commerciale, les pressions des appuis financiers multilatéraux et bilatéraux de l'après 1972, les crises mondiales diverses actuelles (financières, écologiques, etc.), mais aussi le rapide développement des TIC, la diffusion rapide des nouvelles, l'expansion du modèle occidental de démocratie. Dans tous les cas, le poids de ces facteurs externes semblait avoir été très décisif.
- **Les chocs subis, au niveau des identités et des valeurs fondamentales malagasy** : le caractère sacré des terres mais qui ont été confisquées par les colons (c'était sans doute le grand facteur mobilisateur, lors de la « rébellion » de 1947, à Moramanga, Manakara, Ikongo, etc.), les regards envieux actuels de certains investisseurs de l'extérieur sur les terres arables de Madagascar (Ex. : projet de Daewoo Logistics), le culte effréné de l'argent occultant et diluant le Fihavanana (Concorde sociale, solidarité et entraide), le caractère sacro-saint de la vie humaine, etc.

Certains faits, apparus au début du 19^{siècle} (la traite internationale des esclaves autour des côtes africaines et malagasy, les premières tentatives d'unification pacifique de Madagascar opérées par Andrianampoinimerina, puis continuées par ses successeurs mais plutôt avec des moyens plus musclés durant tout le 19^{siècle}, avec des cicatrices encore à vif, même actuellement, dans plusieurs régions des côtes et du Betsileo), sont à rapprocher de ces « mouvements de fond », qu'on peut donc observer depuis les années 1800, dans l'histoire de la Grande Ile.

Chacune de ces crises majeures a généralement duré plusieurs années, avant de se concrétiser par une nouvelle situation sociale et politique stable, traduisant un nouveau rapport des forces en présence : par exemple l'insurrection de 1947 a débouché sur l'indépendance en 1960, l'annexion de Madagascar par la France en 1897 était précédée par plusieurs années de luttes armées et d'incursions des forces françaises en de nombreux points des côtes malgaches, etc.

Certains indices semblent suggérer, qu'on est au début ou peut-être au beau milieu de ce « mouvement de fond survenant probablement tous les 50 ans » :

- Les phases-tests de l'après indépendance semblent largement dépassées : les citoyens cependant semblent avoir perdu tous leurs repères sociaux, économiques, culturels et politiques, et recherchent d'autres perspectives, et surtout sur quoi fonder de nouveaux espoirs ... D'où la nécessité de reconsolider les valeurs identitaires malagasy.
- Les pressions des partenaires extérieurs deviennent plus difficiles à vivre, au fur et à mesure que le pays s'enfoncé dans la pauvreté et la misère. Ce qui signifie aussi peut-être la nécessité d'une appropriation « partagée et volontaire », et non pas seulement par un groupe de minorité, des ressources extérieures, mais également la « démocratisation des sacrifices » qui y sont liés.
- Des crises mondiales importantes pointent à l'horizon, et vont affecter et remodeler, bon gré mal gré, les fondements économiques, sociaux et culturels de la société malagasy d'aujourd'hui et de demain : la crise alimentaire (quelle place pour le riz dans le futur ?), la crise énergétique (quelle alternative à la place du bois-énergie ?), la crise écologique et le dérèglement climatique (quel devenir pour la biodiversité ?), des tensions autour de la santé publique (quels impacts auraient le sida, la fièvre de la vallée de Rift, etc. ?), la crise financière (quelles disponibilités pour les Investissements étrangers et pour les aides au développement ?). Plus on s'enfoncé dès maintenant dans des grandes difficultés internes, plus Madagascar sera vulnérable face à ces crises mondiales présentes et futures. Et il faut s'attendre à des dégâts énormes sur tous les plans, tant humains, que sociaux, et économiques, etc.

L'urgence semble être la nécessité d'une vaste reconstruction sociale et culturelle, fondée en partie sur les valeurs anciennes malagasy, et leur mise en compatibilité avec les valeurs modernes de démocratie et de respect des libertés fondamentales : quelle marge de manœuvre, la mondialisation économique et commerciale, à laquelle Madagascar devra répondre présent, va-t-elle laisser à ce chantier « social et culturel » le soin de se chercher et de se bâtir ? De changements profonds sont attendus. Si la crise de 50 ans a débuté en 2001, le grand malaise s'explique par la sensation d'un « réel retour à la case de départ », voire un vrai retour délibéré en arrière, au lieu des « grands bonds en avant annoncés ». Les frustrations sociales sont à la mesure des déceptions profondes, vécues par le citoyen de la rue. Une dynamique de nettoyage et d'évacuation des « anomalies » et des « gabegies » semble s'enclencher. Les attentes, par rapport à une telle dynamique, c'est essentiellement : plus de justice sociale, plus d'équité, plus de croissance bien sûr, mais avec plus d'impacts sociaux. Le « mouvement social de fond » pourra ainsi aboutir à une nouvelle situation sociale et politique plus stable, permettant de mieux redistribuer les efforts comme les bénéfices de la croissance, de mieux motiver et de mieux mobiliser les forces économiques et sociales, et d'affronter avec sérénité les circonstances et autres « agressions » du monde extérieur.

Les crises de 1971, de 1972, de 1985, de 1991, de 2001 et 2002, illustrent à leur tour les crises à cycle de 10 ans, à l'intérieur donc de « l'autre crise », à cycle de 50 ans. Elles ont été toutes alimentées et nourries par les mécontentements sociaux, à la suite d'incuries, d'incapacités et de maladroites politiques. Il faut d'urgence rectifier et changer les orientations politiques, rétablir d'urgence la justice sociale, et instaurer la sérénité et la paix sociale. Mais si on est en face d'une « crise à cycle de 50 ans », cela ne suffit pas. La « paix imposée par la force », pas plus que la paix des prisons, et encore moins la paix des cimetières, ne constituent que des palliatifs techniques, permettant peut-être de juguler le court terme, mais, dans ces cas, ce sera une paix politiquement incorrecte, et socialement immorale. Et toute crise mal maîtrisée prépare le cycle de crise suivant

LA VIE D'UNE CRISE SOCIALE, DE LA GENESE AU RETOUR AU CALME : LES DIFFICULTES DE GESTION DES SORTIES DE CRISE ?

Une Crise sociale repose logiquement sur d'importants malaises sociaux : à force de susciter les frustrations sociales et politiques, de renforcer la misère de certains groupes sociaux, et d'entretenir les injustices et les iniquités de toutes sortes, on crée un véritable « substrat » de matières premières et/ou de fonds commerciaux de la crise.

L'accumulation de cette masse de mécontentements ne constitue pas encore en soi la crise. Il faut un facteur, et même un acteur, déclencheur. C'est le geste de trop, le mot de trop, la goutte d'eau qui fait déborder la vase.

La phase ascendante constitue la phase durant laquelle chaque protagoniste « montre ses muscles », tant qu'il en aura. C'est là qu'interviennent les dégâts matériels, les actes de pillages, les tueries, les

affrontements physiques, etc. C'est la phase apparemment la plus difficile à gérer. Si aux « affrontements des muscles », on peut substituer les « affrontements des idées », c'est déjà mieux.

Puis va suivre le pic, qui se reconnaît à une certaine stabilité relative, à la suite d'un certain rapport de forces. C'est la phase propice aux rapprochements entre les protagonistes.

La phase descendante : c'est la phase où du côté de tous les protagonistes, il est devenu difficile de « muscler » les choses. Les protagonistes peuvent se faire face avec un peu plus de disponibilité. Mais les rapports de force se maintiennent. L'erreur à éviter semble être de croire, qu'un protagoniste « est achevé », puisqu'il ne bouge plus. En fait le fond de la crise reste toujours là.

Les sorties de crises doivent toujours prendre en compte, les rapports de force en présence d'une part, ainsi que les causes fondamentales de la crise d'autre part, en évaluant également aussi les conséquences immédiates et lointaines de la crise, ainsi que les solutions envisageables. Il est important aussi d'approfondir ensemble, avec tous les protagonistes, les conditions de pérennisation d'une paix sociale durable.

QUELLE PLACE POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE, DANS LA RÉOLUTION DE CETTE CRISE ?

Cette crise, comme les précédentes, a démontré une fois de plus l'« absence » de la société civile : d'abord durant toute sa genèse, ensuite lors de son déclenchement, et enfin lors des escalades successives. Quelques voix ont essayé de s'élever, pour essayer d'interpeller la classe dirigeante, ainsi que les citoyens. A titre d'exemple, on peut citer celle du SEFAFI, du CNOE. De même, la Conférence épiscopale et le FFKM ont périodiquement lancé de véritables cris de détresse. Mais aucun effet, ni aucune réponse significative n'ont été observés, aussi bien du côté de l'équipe dirigeante que des autres membres de la société civile. Ces cris ont été certainement entendus, mais certainement non écoutés aussi.

Les efforts d'analyses et de réflexions, qui auraient dû être un des points forts de la Société civile, se sont montrés très limités. Ces efforts, dans la mesure où ils devront être largement diffusés et vulgarisés à toutes les couches de la population, contribueraient à apporter plus de clarifications et plus de précisions sur les tenants et les aboutissants des différents événements, sur les mystères qui se cachent, ou que l'on cherche à cacher, derrière les événements, sur les « non-dits » des choses. Les efforts, faits dans ce sens par quelques entités de la Société civile, auraient dû être accompagnés d'une mobilisation d'autres membres, ainsi que de débats contradictoires confrontant les décideurs et les citoyens.

La tentation de pactiser avec la société politique, est très forte pour les sociétés civiles, dans l'établissement de rapport de forces, destinées à contrebalancer les errements de l'équipe dirigeante. En tout état de cause, la société civile gagnera à devenir, de plus en plus, une force de propositions et de contre-propositions, une force de débats, une force d'actions et de contre-actions, et enfin une force de mobilisation sociale.

Il semble encore manquer à la société civile cette capacité de s'articuler efficacement, voire même de communiquer, entre des membres de vocations différentes, ou de zones d'actions différentes

QUELLE PLACE POUR LA SOCIÉTÉ RURALE PAYSANNE

C'est plus de 75% de la population, et qui lancent des « cris silencieux ». Est-ce que ceux qui spéculent sur les « grèves illimitées » entendent-ils ce « silence assourdissant » ? C'est aussi la principale victime des erreurs de tout le monde. C'est une société qui essaie de se structurer, qui cherche à mieux comprendre et qui aimerait bien qu'on lui explique au moins le pourquoi et le comment des choses.

Déjà, il est difficile entre paysans de se comprendre et de se faire entendre. Si le planteur de cacao d'Ambanja crie au scandale en raison des difficultés de toutes sortes, il est difficile à l'arboriculteur ou à l'éleveur laitier du Vakinankaratra de trouver un intérêt direct à l'aider. De même si un apiculteur de Manjakandriana fait des appels du pied, en raison des grèves, pour sauver la signature d'un dossier d'appui à l'exportation de miel, avec un partenaire financier et technique, ce ne sera qu'une voix très lointaine pour le planteur de pois du cap de Morombe, qui a sensiblement les mêmes problèmes.

Les grèves illimitées tuent les forces économiques. Elles tuent la société paysanne. Elles tuent les plus pauvres. Elles tuent les plus démunis, déjà mal nourris en situation normale. La cupidité et le cynisme de la société politique, dans ces « grèves illimitées », n'ont d'égal que la tyrannie politique et le peu de

considération démontrée envers les plus pauvres. Le jour où la société paysanne va imposer une hégémonie rurale à cette société politique ...

Il est temps que le citoyen paysan fasse entendre sa voix, non seulement « en temps de grève », mais surtout « en temps de paix ». Il faut qu'il apprenne à taper du poing sur ... la bureau du Président de la République, du Président de Région, du Maire. Il y a quelques années, dans un pays ami, des représentants de paysans éleveurs ont « douché », dans son bureau, le Ministre de l'Agriculture, avec du lait, parce qu'il a refusé de bouger le petit doigt pour améliorer le prix du lait à la ferme. Aux grands maux, les grands remèdes.

Il faut que la société paysanne fasse connaître, combien cela lui coûte, en monnaies sonnantes, ou en kilo de riz, une journée de « grèves illimitées », aboutissant au blocage de l'administration publique, et organisée sur la mésentente entre des membres de la société politique.

On a presque envie de dire : « Amis paysans, venez aux meetings des grèves illimitées, puis jetez vos chaussures sur les protagonistes qui s'affrontent, aussi bien aux dirigeants qu'aux camps d'en face qui les contestent ».

La société politique devra prendre le temps et avoir un peu plus d'humilité à expliquer et à clarifier aux paysans la raison de ces « confrontations illimitées », d'en débattre avec eux, de les écouter. Quelqu'un qui déploie le noble effort de nourrir le reste de la population doit forcer le respect.

Et puis, pourquoi la société paysanne ne va-t-elle pas envahir les espaces politiques ? Pour faire valoir les idées, les propositions, les programmes, capables de générer des impacts positifs dans le milieu rural.

Il faut faire valoir aussi le fait que 75% du corps électoral, ça compte.